



1^{er} juillet 2011 : CONVENTION des CADRES A des HAUTES PYRENEES

UNE DE PLUSET POUR QUOI FAIRE !

SPECIAL CADRES A

Le 1^{er} juillet 2011 la DDFIP des Hautes Pyrénées convoque une énième réunion, appelée pour l'occasion convention, destinée à l'encadrement.

S'agit-il d'une réunion censée évoquer et discuter des missions, des moyens et des difficultés de chacun dans les postes comptables et les services ?

Pas le moins du monde.

Une fois de plus il s'agira d'exposer encore et toujours la mise en œuvre de soi-disant contrôles censés limiter les risques (comptables et réglementaires).

Contrôler ce qui n'est pas fait, encore et toujours, sans apporter le début d'un commencement de solutions, qui, on le sait tous, passent par l'inévitable question des moyens humains.

Une nouvelle réunion donc. Non pas centrée sur les vrais problèmes du réseau de la DDFIP des Hautes Pyrénées mais bien sur les préoccupations de la Direction et de celles-là exclusivement.

Contrôle Interne, organigrammes fonctionnels, efficacité, productivité, rentabilité POUR LES MISSIONS ET LES MOYENS DE LES ASSUMER ON REPASSERA !

On le sait, du fait de leur positionnement l'expression des cadres est souvent rendue difficile. Néanmoins leur conviction est faite depuis longtemps que « trop c'est trop ».

Quel que soit le service concerné, ils savent que la limite du supportable pour les agents qu'ils encadrent, et pour eux-mêmes, a été franchie et ils en connaissent les conséquences pour les usagers.

TOUS LES SERVICES SONT TOUCHES

Au niveau des SIE, ils vivent les suppressions d'emplois alors qu'il connaissent l'absurdité du « bougisme fiscal » présidentiel qui se traduit par la prise en charge de nouvelles taxes (Cf la CFE) ou dispositif de gestion (Cf l'auto-entrepreneurs) et, corrélativement, leurs retombées sous forme de notes multiples hâtivement écrites et non moins rapidement rectifiées. Ils assistent avec les agents, totalement impuissants, aux dysfonctionnements des applications informatiques, à leur inadaptation aux tâches nouvelles.

Dans les SIP-SIE, parfois CDIF de surcroît, ils cumulent les difficultés de ces deux services dans des structures que la multiplicité des tâches et des compétences rend encore plus fragiles.

Trésoriers, face aux élus, ils se doivent de répondre toujours plus vite et mieux, de payer toujours plus vite sans pouvoir exercer leur mission de contrôle au risque de mettre en jeu leur responsabilité devant le juge des comptes. Ils doivent faire face à la mise en place de nouvelles structures intercommunales, à des collectivités dont les charges et les besoins augmentent, à des textes toujours en évolution... et tout cela avec des applications informatiques qui sont loin de leur simplifier la tâche.

Adjointes de SIP de SIE ou de trésoreries spécialisées en gestion des collectivités, ils sont souvent les premiers confrontés aux interpellations des usagers et des agents.

Ils ne supportent plus le discours sur les gains de productivité induits par les nouvelles applications dont ils doivent accompagner la mise en place malgré leurs avatars successifs, ils ne croient pas plus au miracle de la réingénierie des procédures, qui en creux contient le risque bien réel de l'abandon des missions de services publics.

Les cadres ont parfaitement compris que même les schémas d'organisation les plus intelligents sont impuissants, à freiner la dégradation inéluctable du fonctionnement des services et des conditions de travail.

Dans le département la logique des suppressions d'emplois et du non remplacement de 2 fonctionnaires sur 3 partant à la retraite conduit à une réalité :

**ON NE COMPTE PLUS LES POSTES ET SERVICES
QUI EN SONT REDUITS A PARER AU PLUS PRESSE.**

Trésoreries, services de direction, SIP, SIE, PRS, CDIF, Conservation des hypothèques ... Pas un service qui ne soit aujourd'hui confronté aux difficultés majeures que posent cette politique de destruction des services publics.

LES AGENTS SE DÉSESPÈRENT, LES CADRES AUSSI

Ils n'acceptent plus d'être les boucs émissaires d'une politique de suppression d'emplois de fonctionnaires basée uniquement sur des calculs électoralistes et une idéologie ultra libérale. Aujourd'hui, ils sont prêts à faire le pari de la vérité : qu'à partir d'une étude de charges, on calcule le niveau d'emplois nécessaires à un service public de qualité dans le respect de l'ensemble des missions et des principes républicains (égalité devant l'impôt, égalité d'accès aux services publics, non ingérence des acteurs politiques...). L'efficacité, le TSM et l'ORE ne sont que des outils pipés qui enferment les cadres dans un marché de dupes.

**C'est pourquoi,
Nous appelons l'ensemble des cadres à
manifester leur désapprobation en ne
participant pas
A LA CONVENTION DU 1^{er} JUILLET 2011.**

TROP, C'EST TROP.

**La Direction doit reprendre le sens des réalités.
ASSEZ DE FAUX SEMBLANTS.**

**POUR ASSUMER DES MISSIONS
IL FAUT DES MOYENS.**